

---

## Socio-histoire des relations de pouvoir

Gérard Noiriel

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/15206>

ISSN : 2431-8698

### Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

Pagination : 302-303

ISSN : 0398-2025

### Référence électronique

Gérard Noiriel, « Socio-histoire des relations de pouvoir », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2002, mis en ligne le 01 février 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/15206>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

---

# Socio-histoire des relations de pouvoir

Gérard Noiriel

---

Gérard Noiriel, *directeur d'études*

## Nations, nationalités, nationalismes. 1. Histoire comparée. 2. Introduction à la socio-histoire

- 1 APRÈS avoir développé, au cours des deux années antérieures, une « étude de cas » - consacrée à l'étude des traces du passé républicain dans le présent du régime de Vichy -, au cours du séminaire 2000-2001 nous avons élargi la perspective à la fois dans le temps et dans l'espace, de façon à fournir des éléments susceptibles d'aider les jeunes chercheurs à entreprendre une réflexion comparative sur la question nationale. Jusqu'ici l'histoire de la nation a privilégié les dimensions politiques et culturelles. Mais l'analyse sociale reste encore peu développée. En privilégiant délibérément les éclairages socio-historiques, le séminaire a été constamment guidé par le souci de comprendre dans quelle mesure, et comment, les individus (notamment dans les classes populaires) ont été affectés par le processus de « nationalisation » de la société, depuis la Révolution française. On a repris dans cette perspective les deux objets classiques de la recherche sur la question nationale. Tout d'abord on s'est intéressé aux formes de mobilisation qui ont permis l'émergence des revendications nationales en analysant le « principe des nationalités » dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle et les luttes contre la domination coloniale en Amérique, en Afrique et en Asie. Le processus de « nationalisation » a été examiné à travers diverses études de cas, en privilégiant les moments de passage de la nation « en soi » à la nation « pour soi » (État-nation). L'un des axes importants de notre enseignement a été l'analyse des phénomènes d'assimilation nationale, en développant des exemples empruntés à la fois à l'histoire des migrations, de la colonisation et des rapports régions/nations. On a insisté notamment sur le rôle joué par le droit et par les instruments institutionnels dont

dispose un État (langue officielle, système d'enseignement, construction d'une mémoire collective etc.) pour universaliser sur un vaste espace le « sentiment d'appartenance » à la nation. Cette approche permet de rompre avec la vieille division entre politique « intérieure » et politique « extérieure ». L'histoire diplomatique envisagée dans une perspective socio-historique donne les moyens d'éclairer les pratiques de pouvoir à distance qui conduisent les États les plus puissants à arbitrer les luttes pour la reconnaissance officielle des nouvelles nations. Plusieurs séances ont été consacrées à l'examen de la question de la nationalité. En partant de la définition juridique, on a montré que, depuis les années 1870-1880, cette notion a été constamment écartelée entre le droit civil et le droit public, car elle est au cœur du processus d'étatisation des sociétés modernes. En privilégiant l'exemple de la France, on a vu que la nationalité fixe juridiquement l'appartenance d'un individu à l'État, donc à un groupe social (la « communauté nationale »). Mais dans le même temps, elle détermine une nouvelle caractéristique personnelle qui complète l'état civil des individus, au point de s'ancrer profondément dans leur identité. À titre d'hypothèse on a soutenu l'idée que cette mutation, qui date de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, a eu des conséquences extrêmement importantes sur le plan pratique dans le processus des mobilisations nationalistes qui ont caractérisé le XX<sup>e</sup> siècle.

- 2 En complément du premier séminaire, on a introduit cette année un enseignement à vocation plus pédagogique ; afin de procurer aux jeunes chercheurs les concepts, les méthodes et les instruments d'analyse propres à la socio-histoire. Le séminaire a fonctionné comme groupe de lectures, chaque séance étant consacrée à l'analyse d'un « classique » de la sociologie historique de l'État (Max Weber, Norbert Elias, Maurice Halbwachs, Reinhart Koselleck, Michel Foucault, Pierre Bourdieu, ...). Le but principal étant d'alimenter la réflexion sur la nation envisagée comme une forme particulière de groupe social. Chemin faisant nous avons procédé à un retour critique sur la façon dont l'histoire sociale a traité des « classes », des « communautés », des « catégories socio-professionnelles » depuis le début du siècle.

## Publication

- *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin (« Socio-Histoires »), 2001.

---

## INDEX

**Thèmes** : Histoire, Histoire et civilisations de l'Europe